Catherine Regnault-Roger,
Preofesseur des Universités émérite
Jean-Louis Bernard ,
Consultant Agriculture Protections des cultures et-environnement

Catherine Regnault-Roger et Jean-Louis Bernard
Membres de l'Académie d'agriculture

Bonnes pratiques phytopharmaceutiques : innover, protéger, préserver

En 1962 fut publié le livre de Rachel Carson *The Silent Spring* qui modifia la perception que l'on avait alors des produits phytosanitaires et qui popularisa le terme de *pesticide* auprès du public. Ce livre attira en effet l'attention sur des effets inattendus résultant de l'épandage d'insecticides organochlorés utilisés à cette époque tant pour l'assainissement des milieux naturels infestés d'insectes vecteurs de parasites que pour la protection des cultures. A partir de ce moment-là, il devint évident que ces composés dont on avait pu apprécier l'efficacité, le coût raisonnable et la facilité d'accès devaient être considérés sous l'angle de leurs bienfaits mais aussi des risques qu'ils pouvaient occasionner.

Dès lors, une réflexion s'amorça sur l'emploi des produits phytopharmaceutiques. Les premières interdictions de pesticides agricoles organochlorés très rémanents furent prises au cours des années 1970 dans différents pays. De nouvelles stratégies de défense des cultures comme la lutte raisonnée, la protection intégrée, ou des méthodes alternatives basées sur des agents de contrôle biologique et des substances naturelles, furent explorées ou exhumées de l'oubli dans lequel les succès des pesticides de synthèse les avaient reléguées. Elles s'inscrivent dans le cadre du développement durable que le rapport Brundtland de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'Organisation des Nations unies a défini en 1987. Appliqué au contrôle des bioagresseurs des cultures (ravageurs, adventices, agents pathogènes).et à la protection des plantes cultivées, il s'agit de conjuguer l'amélioration de la santé des plantes, la protection de la santé des hommes et des animaux, et la préservation de l'environnement.

UN FAISCEAU D'ACTIONS

Cette démarche pour repenser l'emploi des pesticides agricoles nécessite une conjonction d'efforts, d'ac-

Des équipements de protection individuelle des opérateurs ont été développés.

tions de la part d'acteurs d'horizons divers :

- des pouvoirs publics qui ont :
  - organisé et développé une politique de surveillance sanitaire de la qualité des milieux afin de limiter les risques que pourraient générer l'exposition aux produits phytosanitaires ;
  - pris des dispositions réglementaires avec des exigences accrues ;
  - développé des plans pour réduire l'utilisation de produits phytopharmaceutiques (ex : Ecophyto) ;
  - soutenu des programmes de recherche nationaux ou européens et la réalisation d'expertises collectives.
- de la profession agricole qui très tôt s'est organisée autour d'associations professionnelles et de réseau interprofessionnels afin de favoriser les bonnes pratiques et l'utilisation raisonnée des produits phytosanitaires (ex : le réseau FARRE) puis pour entreprendre une démarche de protection intégrée.
- de l'industrie de la protection des plantes qui ne se contente pas de produire les spécialités phytopharmaceutiques, mais développe depuis plus de vingt ans leur accompagnement afin qu'on les utilise dans le cadre de l'agriculture durable, c'est-à-dire en appliquant de bonnes pratiques phytopharmaceutiques.

BONNES PRATIQUES PHYTOPHARMACEUTIQUES : PROTECTION ET PRÉVENTION

Ainsi au cours des dernières décennies, l'industrie phytopharmaceutique s'est attachée à créer de nouvelles substances actives plus sélectives et dégradables, à mettre au point des spécialités d'utilisation plus aisée, mais aussi à améliorer les conditions d'application des produits phytopharmaceutiques à travers différentes démarches :

- la mise au point de formulations qui réduisent le risque d'exposition des opérateurs, le gaspillage et les possibilités de dispersion des substances actives dans les milieux ;
- la création d'emballages ergonomiques qui limitent les incidents de manipulations ;
- le développement d'équipements de protection individuelle pour diminuer l'exposition de l'opérateur aux produits ;
- la gestion des effluents et des déchets phytopharmaceutiques dans un cycle vertueux de collecte et de recyclage avec la création de l'organisme ADIVALOR.

A ces efforts techniques et organisationnels, il faut ajouter des campagnes pour informer les utilisateurs et les convaincre d'adopter ces inno-

vations qui bousculent les habitudes mais qui sont essentielles dans une démarche de prévention.

Un autre volet de ces bonnes pratiques phytopharmaceutiques concerne la mise en avant de tous ces progrès pour les rendre compréhensibles et accessibles au plus grand nombre. C'est la vocation du réseau Agéris, un ensemble de 13 fermes de haute valeur environnementale, réparties en métropole et dans les départements ultramarins. Créé et piloté par la société Syngenta, il vise à illustrer concrètement les bonnes pratiques agricoles et la préservation de l'environnement en respectant la vocation de chaque exploitation et en s'adaptant aux particularités de leur territoire. Outre cette dimension écologique, le réseau, fidèle au triptyque du développement durable, se soucie également des aspects économiques et sociologiques. Il associe étroitement les agriculteurs à la démarche et communique sur leur métier afin de valoriser une profession qui a parfois le sentiment d'être incomprise.

L'action en faveur des bonnes pratiques phytopharmaceutiques actuellement engagée en France par l'Union des industries de protection des plantes (UIPP) et en Europe par l'European Crop Protection Association (ECPA) est un investissement qui s'inscrit dans la durée. Pour l'heure, c'est la pharmacopée classique composée de produits de synthèse et de produits minéraux qui en bénéficie le plus. Cependant, en raison même de la philosophie qu'elles développent, ces bonnes pratiques joueront aussi en faveur des produits de biocontrôle. On entend trop souvent dire qu'en raison de leur origine biologique, de tels produits seraient systématiquement plus sûrs pour l'homme et plus respectueux de l'environnement. Ce n'est pas toujours vérifié.

Par ailleurs, opposer produits de synthèse et produits de biocontrôle est un parfait exemple de faux débat. L'agriculteur les utilise en fait de manière complémentaire pour organiser la défense de ses cultures selon les principes de la protection intégrée. Principes dont l'application est aussi une obligation pour tous les agriculteurs d'Europe. Enfin, il est clair que les intérêts des industriels passent de plus en plus par une approche large des solutions de protection des cultures. La plupart des grands groupes industriels possèdent des gammes où cohabitent produits de synthèse, produits minéraux et produits biologiques. Certaines créations récentes offrent même des démonstrations éclatantes de cette complémentarité. Comme la spécialité phytopharmaceutique homologuée en France en 2014 sous le nom de Acapela® Soft Control™ qui marie un microorganisme et un fongicide de synthèse pour protéger le colza des attaques du sclérotinia.

ENTENDRE LA VOIX DE LA RAISON

Depuis près de deux siècles, les établissements de la recherche publique et privée se sont efforcés de mettre au point des solutions de protection des cultures à l'efficacité vérifiée, tout en minimisant leurs dangers et leurs risques potentiels, pour l'homme et pour le milieu. Il est très important que ces travaux puissent se poursuivre en évitant les *a priori* idéologiques. Le gisement des solutions possibles reste important, tant dans le secteur de la chimie que dans celui de la biologie ou de la génétique. S'enfermer dans l'un ou l'autre de ces domaines en excluant les autres limite les progrès qui pourraient, devraient être accomplis, et présente des risques prévisibles. En premier, celui de ne pas générer les solutions qui garantiront demain notre sécurité alimentaire.

Pourtant, en dépit de ce contexte et des progrès accomplis, l'utilisation des pesticides de synthèse fait aujourd'hui l'objet de débats âpres entre les tenants d'une agriculture durable mais productive et ceux qui, se proclamant des défenseurs de l'environnement, prônent une agriculture rustique aux résultats plus limités. L'Académie d'Agriculture de France, dans la pluralité de l'expression qui est la sienne, a estimé important de s'inscrire dans ce débat en donnant, dans ce dossier, la parole aux professionnels qui se mobilisent de longue date pour développer les bonnes pratiques phytopharmaceutiques.

A l'heure où les médias et les écrits de toutes sortes se déchaînent contre l'emploi des pesticides de synthèse dans l'agriculture (campagnes d'ONG, reportages et documentaires TV, numéro spécial d'une revue de consommateurs) noircissant un tableau à partir de données faussement interprétées ou tronquées, recourant à des amalgames douteux pour effrayer le citoyen non averti et distiller un message fallacieux et orienté, il est primordial d'accorder une place aux faits, à la connaissance scientifique, afin de lutter contre la désinformation. Ce dossier consacré aux bonnes pratiques phytopharmaceutiques s'inscrit dans cette volonté de faire connaître des réalités. Puisse-t-il conforter la voix de la raison. ■

En savoir plus sur www.academie-agriculture.fr